

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 13 novembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ONYX EST

1, rue Henriette Gall Grimm
Bâtiment O'origin
54000 Nancy

Références : D3 i 2024-918
Code AIOT : 0005701422

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2024 dans l'établissement ONYX EST implanté LD LE GRAND MONTFORT 51490 Beine-Nauroy. L'inspection a été annoncée le 25/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est tenue dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance relatif à la création de la subdivision A13.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ONYX EST
- LD LE GRAND MONTFORT 51490 Beine-Nauroy
- Code AIOT : 0005701422
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

ONYX EST est une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation pour les activités de :

- tri de déchets industriels ;
- plateforme de valorisation du bois ;
- installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) ;

- dépôts de matériaux inertes ;
 - plateforme de regroupement, déconditionnement et transfert de biodéchets.
- Elle se situe sur la commune de Beine-Nauroy (51).

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Destruction du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Chap. III Art.21	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Stockage de bois à proximité des cuves de traitement du biogaz	AP Complémentaire du 12/09/2016, article 7.1.2	Demande d'action corrective	7 jours 2 mois 3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réception des travaux d'aménagement d'une subdivision de casier	AP Complémentaire du 12/09/2016, article 8.4.1.6	Sans objet
2	Programme d'échantillonnage et d'analyse	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18	Sans objet
4	Modification du plan de remplissage	AP Complémentaire du 12/09/2016, article 1.7.1	Sans objet
6	Stockage des lixiviats	AP Complémentaire du 12/09/2016, article 8.4.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté lors de la visite un risque incendie important avec effet domino sur l'installation de pré-traitement du biogaz au niveau de la zone de stockage du bois, faisant l'objet de suites.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réception des travaux d'aménagement d'une subdivision de casier

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/09/2016, article 8.4.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Travaux d'aménagement de casier de stockage
Prescription contrôlée : Avant le début des premières opérations de stockage, l'exploitant doit informer le préfet de la fin des travaux d'aménagement par un dossier technique réalisé par un organisme tiers établissant la conformité aux prescriptions établies par l'arrêté d'autorisation. Le préfet fait alors procéder par l'inspection des installations classées, avant tout dépôt de déchets, à une visite du site afin de s'assurer de la conformité de l'installation avec le présent arrêté.
Constats : L'exploitant a réalisé des dossiers de conformité des travaux de : - couverture définitive de la subdivision A9 - création de la subdivision A13 et les a transmis à Monsieur le Préfet le 18/09/2024. L'inspection des installations classées s'est rendue le 29/10/2024 sur site pour s'assurer de la conformité de l'installation avec le présent arrêté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Programme d'échantillonnage et d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18, AP Complémentaire du 12/09/2016, article 8.4.1.4 et article 8.4.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification de la barrière de sécurité passive
Prescription contrôlée : L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive. Ce programme spécifie le tiers indépendant de l'exploitant sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité d'une formation géologique en place, de matériaux rapportés ou artificiellement reconstitués, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. L'exploitant transmet ce programme à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction du premier casier. En cas de modification du programme d'échantillonnage et d'analyse, l'exploitant transmet le programme modifié à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction de chaque casier concerné. L'article 8.4.1.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire fixe les caractéristiques de la barrière de sécurité passive. L'article 8.4.1.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire fixe les caractéristiques de la barrière de sécurité active.
Constats : Au travers de son dossier de conformité des travaux de la subdivision A13 transmis à Monsieur le Préfet, par courrier électronique du 17/09/2024, l'exploitant a décrit le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification des barrières de la subdivision : - Barrière passive : conforme à l'article 8.4.1.4 de l'AP Complémentaire du 12/09/2016 ; - Barrière active : conforme à l'article 8.4.1.5 de l'AP Complémentaire du 12/09/2016. La mise en service de la subdivision est prévue pour novembre 2024 selon l'exploitant. Par sondage, l'inspection des installations classées a pu constater que les analyses sont conformes à l'arrêté préfectoral d'autorisation et à l'arrêté ministériel de prescriptions générales.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Destruction du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Chap. III Art.21
Thème(s) : Risques chroniques, Système de destruction
Prescription contrôlée : [...] III. - Les équipements de destruction du biogaz sont contrôlés par un laboratoire agréé annuellement ou après 4 500 heures de fonctionnement si ces installations fonctionnent moins de 4 500 heures par an. Ils sont conçus de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900 °C pendant au moins 0,3 seconde. Ils sont munis des dispositifs de mesure en continu de cette température. La qualité du gaz rejeté par les équipements d'élimination du biogaz n'excède pas : SO ² (si flux supérieur à 25 kg/h) : 300 mg/Nm ³ ; CO : 150 mg/Nm ³ . Les résultats des analyses et le temps de fonctionnement des installations de destruction du biogaz sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois. Les concentrations en polluants sont exprimées par m3 rapportées à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à 11 % d'oxygène. Les valeurs limites de rejet s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'effluent contrôlé, de l'appareil utilisé et du polluant, et voisine d'une demi-heure. [...]
Constats : Le système de valorisation par combustion du biogaz, BGVAP, est hors service depuis le mois de juillet 2024. La torchère a pris le relais suite à l'arrêt du BGVAP pour réaliser la destruction du biogaz. L'exploitant a réalisé le démarrage du moteur électrogène aux alentours du 10/10/2024 afin de réaliser la valorisation du biogaz en remplacement du BGVAP. La torchère est restée opérationnelle le temps de réaliser les réglages nécessaires du moteur électrogène. Le fonctionnement de la torchère restera asservi au moteur électrogène, comme il l'était déjà avec le BGVAP. En cas de dysfonctionnement du moteur électrogène, la torchère prendra le relais sur le traitement du biogaz. Le récapitulatif du temps de fonctionnement des systèmes de valorisation et de destruction sur l'année 2024 n'a pas été présenté à l'inspection (de même pour les justificatifs d'entretien et de maintenance de la torchère). L'exploitant indique à l'inspection que la torchère est contrôlée par l'organisme APAVE une fois par an. Le rapport de contrôle n'a pas été présenté à l'inspection. L'exploitant a transmis, par courrier électronique du 06/11/2024, le rapport de contrôle de la torchère réalisé par l'organisme APAVE, ainsi qu'un courrier détaillant : - les heures de fonctionnement de la torchère et du BGVAP de juillet à octobre 2024 ; - les entretiens réalisés sur la torchère.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 1 mois, l'exploitant doit transmettre : <ul style="list-style-type: none">• Le récapitulatif du temps de fonctionnement des systèmes de traitement depuis janvier 2024 ;• Les justificatifs d'entretien et de maintenance de la torchère.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Modification du plan de remplissage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/09/2016, article 1.7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Porter à connaissance
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet de la Marne avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'exploitant informe l'inspection qu'il souhaite modifier le plan de remplissage des subdivisions du site. Dans le plan initial, le plan de remplissage indique de poursuivre le remplissage des subdivisions les unes à la suite des autres. L'exploitant souhaite modifier ce plan afin de procéder au remplissage des subdivisions se situant à côté de celles déjà exploitées. Ce projet est envisagé, suite aux prévisions de remplissage revues à la baisse. Ce plan permettrait d'obtenir un meilleur rendu visuel après l'exploitation du site. L'inspection prend note de ce projet et informe l'exploitant qu'il devra déposer un porter-à-connaissance à l'attention de Monsieur le Préfet de la Marne.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Stockage de bois à proximité des cuves de traitement du biogaz

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/09/2016, article 7.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque domino
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanent ou semi-permanente. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. [...]
Constats : L'inspection a constaté l'installation de 3 cuves de la société Desotec, en 2024, permettant le pré-traitement du biogaz. La décomposition des cuves est la suivante : - 2 cuves pour le traitement du H ₂ S ; - 1 cuve pour le traitement des COV. Suite au captage du biogaz dans les différentes subdivisions, celui-ci passe à travers les 3 cuves avant de rejoindre le moteur électrogène ou la torchère L'inspection a constaté que les 3 cuves sont dans le flux thermique en cas d'incendie du stockage de bois du site identifié dans le porter-à-connaissance du 17/09/2024. Ce stockage de bois est constitué de 3 tas distincts : <ul style="list-style-type: none">• un tas de bois éco-mobilier (catégorie bois A) ;• un tas de bois contre-plaqué (catégorie bois B) ;• un tas de bois pré-broyé. L'exploitant indique qu'une campagne de broyage afin de diminuer le stock de bois est prévue mais qu'il est dépendant de la disponibilité de son prestataire. L'exploitant a transmis l'état des stocks de bois de la plateforme : 1 300 t (à confirmer) de bois sont actuellement stockés sur le site.

<p>L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer si son stockage est bien inférieur à 12 650 m² (limite autorisée par son arrêté préfectoral), puisqu'il ne mesure que le poids en tonne.</p> <p>L'inspection estime un volume de bois stocké compris entre 14 000 m³ et 20 000 m³, soit nettement supérieur au volume autorisé.</p> <p>Dès le 30/10/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des justificatifs des manœuvres entreprises dès le 29/10/2024 pour éloigner le tas de bois des cuves de traitement du biogaz.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le stockage de bois en grande quantité à proximité des 3 cuves permettant le traitement du biogaz engendre un risque important d'incendie, voir d'explosion, avec effet domino sur les installations. L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sous 2 mois : matérialiser physiquement les limites des différentes zones de stockage de bois. • Sous 3 mois : démontrer son respect de la limite autorisée, par l'AP complémentaire 2023-APC-102-IC, de stockage de 12650 m³ de bois sur sa plateforme.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois et 3 mois</p>

N° 6 : Stockage des lixiviats

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/09/2016, article 8.4.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances olfactives</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les bassins de stockage des lixiviats sont recouverts pour éviter les risques de dégagement d'odeurs nauséabondes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bassin de stockage des lixiviats est recouvert conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire. L'exploitant informe l'inspection qu'il sera prochainement dans l'obligation de démonter, par mesure de sécurité, la toiture mise en place au-dessus de son bassin de stockage des lixiviats. En effet, par la nature des lixiviats stockés dans le bassin, la toiture se corrode et la situation devient critique (risque d'effondrement de la structure). Les gaz chargés en H₂S stagnent en dessous de la toiture. Ces gaz se retrouvent en contact avec l'humidité présente, ce qui provoque la formation d'acide sulfurique. L'acide sulfurique dégrade la structure de la toiture.</p> <p>L'exploitant interroge l'inspection sur la pertinence de l'obligation de couvrir le bassin des lixiviats.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de demander à monsieur le Préfet, via un porter-à-connaissance, un aménagement de cette prescription, avec un plan d'action comprenant à minima une mesure de l'impact olfactif avant et après le démontage de la toiture.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>